

Pau, le 10 mai 2023

ARRETE N°AP-2023-0208

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants et R.414-1 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant qu'il convient d'expérimenter la mise en place d'écluses sur la rue de l'abbé Brémond, dans sa partie comprise entre la rue du Père Pardies et la rue Charles Macé, et dans sa partie comprise entre la rue Charles Macé et la rue Louis Magne afin de réduire la vitesse des véhicules ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Les conducteurs des véhicules circulant rue de l'abbé Brémond, dans le sens rue Père Pardies et se dirigeant vers la rue Charles Macé, doivent céder la priorité aux conducteurs des véhicules circulant en sens opposé.

**ARTICLE 2** – Les conducteurs des véhicules circulant rue de l'abbé Brémond, dans le sens rue Louis Magne et se dirigeant vers la rue Charles Macé, doivent céder la priorité aux conducteurs des véhicules circulant en sens opposé.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 4** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**07 JUIN 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire